

CONTRAT DE LOCATION MEUBLÉE — BAIL MOBILITÉ

Loi ÉLAN n°2018-1021 — Articles 25-12 à 25-18 de la loi du 6 juillet 1989

1 Désignation des parties

Le bailleur

Nom / Raison sociale :

Adresse :
.....

Téléphone : E-mail :

Le locataire

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Lieu :

Adresse actuelle :
.....

Téléphone : E-mail :

2 Motif du bail mobilité

Le locataire justifie de l'un des motifs suivants :

- Formation professionnelle
- Études supérieures
- Contrat d'apprentissage
- Stage
- Engagement volontaire (service civique)
- Mutation professionnelle
- Mission temporaire professionnelle

Précisions :
.....

Justificatif fourni :

3 Objet du contrat — Logement meublé

Adresse :

.....
Type d'habitat : Individuel Collectif

Surface habitable : m² Nombre de pièces :

Étage :

Mobilier obligatoire (décret n°2015-981) :

Literie avec couette ou couverture, volets/rideaux occultants dans les chambres, plaques de cuisson, four ou four à micro-ondes, réfrigérateur, vaisselle et ustensiles, table et sièges, luminaires, étagères de rangement, matériel d'entretien ménager.

4 Date de prise d'effet et durée

Date de prise d'effet :

Durée du bail : mois (1 à 10 mois)

Date d'échéance :

Le bail mobilité est **non renouvelable et non reconductible**. À l'échéance, si les parties souhaitent poursuivre la relation locative, un bail meublé classique (loi du 6 juillet 1989) devra être conclu.

Le locataire peut donner congé à tout moment en respectant un préavis d'un mois.

5 Conditions financières

Loyer

Montant du loyer mensuel hors charges : €

Date de paiement : le de chaque mois

Charges

Forfait de charges : € / mois

Les charges sont exclusivement payées sous forme de forfait (art. 25-13 de la loi du 6 juillet 1989). Aucune régularisation ne peut être effectuée.

Dépôt de garantie

Conformément à l'article 25-14 de la loi du 6 juillet 1989, **aucun dépôt de garantie ne peut être exigé** dans le cadre d'un bail mobilité.

Garantie Visale : Il est recommandé au locataire de solliciter la garantie Visale auprès d'Action Logement, qui se porte caution gratuitement pour les locataires éligibles au bail mobilité.

6 Obligations des parties

Obligations du bailleur

- Remettre un logement décent, meublé conformément au décret n°2015-981
- Assurer la jouissance paisible du logement
- Entretien des locaux et le mobilier en état de servir à l'usage prévu
- Remettre gratuitement les quittances de loyer

Obligations du locataire

- Payer le loyer et les charges aux termes convenus
- User paisiblement des locaux suivant la destination prévue
- Répondre des dégradations survenant pendant la durée du bail
- S'assurer contre les risques locatifs et en justifier

— Restituer le logement et le mobilier dans l'état initial, sauf usure normale

7 Diagnostics et annexes

- Diagnostic de performance énergétique (DPE)
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)
- État des risques et pollutions (ERP)
- Diagnostic électricité
- Diagnostic gaz
- Diagnostic bruit
- État des lieux d'entrée
- Inventaire du mobilier
- Notice d'information

8 Signatures

Fait en exemplaires originaux, à, le

Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire original du présent contrat et de ses annexes.

LE BAILLEUR

Lu et approuvé

LE LOCATAIRE

Lu et approuvé
